

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/200679]

**23 JANVIER 2014. — Décret modifiant le décret du 12 avril 2001  
relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2008, un 14<sup>o</sup>*bis* et un 14<sup>o</sup>*ter*, rédigés comme suit, sont insérés :

« 14<sup>o</sup>*bis* « soutien à la production » : montant annuel, exprimé en EUR par kWc, octroyé par le gestionnaire de réseau de distribution pour la tranche des installations solaires photovoltaïques d'une puissance inférieure ou égale à 3 kWc;

14<sup>o</sup>*ter* « taux de rendement » : taux de rendement interne nominal sur vingt ans, prenant en considération l'ensemble des recettes et dépenses, en ce compris les tarifs d'injection payables au gestionnaire de réseau au titre de dépenses futures liées à l'investissement. ».

**Art. 2.** L'article 34, 4<sup>o</sup>, du même décret, remplacé par l'article 54 du décret du 17 juillet 2008, est complété comme suit :

« e) pour les gestionnaires de réseau de distribution, octroyer le soutien à la production visé à l'article 37, § 2, du présent décret. »

**Art. 3.** L'article 37 du même décret, remplacé par le décret du 4 octobre 2007, est complété par des paragraphes 2 et 3 rédigés comme suit :

« § 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, pour les filières de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération de qualité produite en Région wallonne, le Gouvernement est habilité à mettre en place pour les nouvelles installations, après avis de la CWaPE et à compter d'une date qu'il détermine, un mécanisme de soutien à la production alternatif aux certificats verts applicable ou modulable selon les filières.

§ 3. Les filières dont le régime de soutien est organisé par l'article 37, § 2, ne peuvent prétendre au système de certificats verts organisé par l'article 37, § 1<sup>er</sup>, et par les dispositions qui en découlent. »

**Art. 4.** Dans le même décret, il est inséré un article 41*bis* rédigé comme suit :

« Art. 41*bis*. § 1<sup>er</sup>. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement précise les conditions d'attribution, les modalités ainsi que la procédure d'octroi du régime de soutien à la production octroyé aux installations de production d'électricité à partir de panneaux solaires photovoltaïques d'une puissance inférieure ou égale à 10 kW sur la base de l'article 37, § 2, du présent décret.

§ 2. Le soutien à la production visé au paragraphe 1<sup>er</sup> prend la forme d'une prime versée annuellement pendant cinq ans au producteur d'électricité bénéficiaire du soutien, par le gestionnaire de réseau de distribution.

Le Gouvernement fixe un plafond maximum par an d'installations de production d'électricité à partir de panneaux solaires photovoltaïques d'une puissance inférieure ou égale à 10 kW pouvant bénéficier du soutien à la production visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, ainsi que les modalités de ce plafond.

Le Gouvernement peut subordonner l'octroi du soutien visé au paragraphe 1<sup>er</sup> à des conditions de qualité et de conformité auxquelles doivent répondre les installations.

§ 3. Le soutien à la production visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est calculé, sur la base d'une méthodologie établie par la CWaPE en concertation avec l'Administration, en fonction de la puissance crête de l'installation et en fonction du gestionnaire de réseau auquel cette installation est raccordée. Toute installation d'une puissance supérieure à 3 kW bénéficie du soutien à la production calculé pour une installation de 3 kW.

Le montant du soutien est déterminé de façon à ce que l'installation bénéficie d'un temps de retour simple sur investissement de huit ans sur la base du coût moyen par kWc installé d'une installation-type de 3 kW et tendre vers un taux de rendement de 5 %.

L'estimation des recettes générées par le projet couvre l'économie forfaitairement estimée sur la facture d'électricité, majorée du soutien à la production visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. L'économie forfaitairement estimée sur la facture d'électricité correspond au coût évité grâce à la compensation, en tenant compte, le cas échéant, du tarif spécifique d'utilisation du réseau appliqué aux installations photovoltaïques et d'un pourcentage fixe par an déterminé par le Gouvernement permettant la prise en considération de l'évolution des prix.

§ 4. Aucun soutien à la production n'est octroyé lorsqu'il est établi que l'économie forfaitairement estimée sur la facture d'électricité durant huit ans pour une installation-type de 3 kW est suffisante pour atteindre, à elle seule, le temps de retour simple et tendre vers le taux de rendement visés au paragraphe 3, alinéa 2.

§ 5. Le Gouvernement fixe les modalités et les conditions d'application d'un mécanisme de révision du soutien à la production visé au paragraphe 1<sup>er</sup> afin de garantir, dans le temps, le temps de retour simple sur investissement et de tendre vers le taux de rendement, visés au paragraphe 3, alinéa 2.

Le mécanisme de révision du soutien à la production prévoit l'application, par les gestionnaires de réseau de distribution, d'un coefficient correcteur modifiant la prime de l'année N+1 à la hausse ou à la baisse, de manière à neutraliser l'effet de l'augmentation ou de la diminution réelle des composantes du prix de l'électricité de l'année N.

Le Gouvernement détermine les composantes du prix prises en considération pour l'application de ce coefficient.

§ 6. Les bénéficiaires personnes physiques du soutien à la production visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, reconnus comme clients protégés ou qui disposent de revenus précaires tels que définis par le Gouvernement, peuvent recevoir une prime complémentaire au soutien à la production visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, de manière à leur garantir un taux de rendement supérieur déterminé par le Gouvernement.

§ 7. Le Gouvernement évalue, sur la base d'un rapport de la CWaPE rédigé en concertation avec les gestionnaires de réseau de distribution, pour le 31 décembre 2015 au plus tard et pour le 31 décembre 2017 au plus tard, le régime de soutien à la production organisé par le présent article.

Ces évaluations sont communiquées au Parlement wallon. »

**Art. 5.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2014.

Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour chacune de ses dispositions.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

—————  
Note

(1) *Session 2013-2014.*

*Documents du Parlement wallon*, 924 (2013-2014). N<sup>os</sup> 1 à 4.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 22 janvier 2014.

Discussion.

Vote.

—————  
ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/200679]

### 23. JANUAR 2014 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - In Artikel 2 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden eine Ziffer 14<sup>o</sup>*bis* und 14<sup>o</sup>*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"14<sup>o</sup>*bis* "Produktionsunterstützung": jährlicher, in EUR pro kWp ausgedrückter Betrag, der von dem Betreiber des Verteilernetzes für die Gruppe der photovoltaischen Solaranlagen mit einer Leistung bis zu 3 kWp gewährt wird;

14<sup>o</sup>*ter* "Rendite": nominale interne Rendite über zwanzig Jahre, unter Berücksichtigung aller Ein- und Ausgaben, einschließlich der Einspeisetarife, die dem Netzbetreiber zwecks künftiger, mit der Investition verbundener Ausgaben zu zahlen sind."

**Art. 2** - Artikel 34, 4<sup>o</sup> desselben Dekrets, ersetzt durch Artikel 54 des Dekrets vom 17. Juli 2008, wird wie folgt ergänzt:

"e) Verpflichtungen der Betreiber von Verteilernetzen: Gewährung der Produktionsunterstützung im Sinne von Artikel 37, § 2 vorliegenden Dekrets."

**Art. 3** - Artikel 37 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007, wird durch die Paragraphen 2 und 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 2. Was die Stromerzeugungsverfahren mittels erneuerbarer Energiequellen und/oder hocheffizienter Kraft/Wärme-Kopplung, die in der Wallonie erzeugt wird, betrifft, ist die Wallonische Regierung, nach Begutachtung durch die CWaPE, in Abweichung von § 1 dazu ermächtigt, für die neuen Anlagen, ab einem von ihr festgelegten Datum, als Alternative zu den grünen Bescheinigungen ein System zur Produktionsunterstützung einzuführen, das nach den jeweiligen Erzeugungsverfahren anwendbar bzw. anpassbar ist.

§ 3. Die Stromerzeugungsverfahren, deren Unterstützung mittels eines nach Artikel 37, § 2 eingeführten Systems organisiert wird, haben keinen Anspruch auf das nach Artikel 37, § 1 und den sich daraus ergebenden Bestimmungen organisierte System der grünen Bescheinigungen."

**Art. 4** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 41*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 41*bis* - § 1. Nach Begutachtung durch die CWaPE bestimmt die Regierung die Bedingungen, die Modalitäten sowie das Verfahren für die Gewährung der Produktionsunterstützung für mittels photovoltaischer Solarzellen funktionierende Anlagen zur Stromerzeugung mit einer Leistung bis zu 10 kW aufgrund Artikel 37, § 2 vorliegenden Dekrets.

§ 2. Die Produktionsunterstützung im Sinne von § 1 wird in Form einer Prämie gezahlt, die der Betreiber des Verteilernetzes dem Stromerzeuger, der Anspruch auf die Produktionsunterstützung hat, während fünf Jahren jährlich überweist.

Der Regierung bestimmt eine jährliche Höchstanzahl von mittels photovoltaischer Solarzellen funktionierenden Anlagen zur Stromerzeugung mit einer Leistung bis zu 10 kW, die auf die in § 1 genannte Produktionsunterstützung Anspruch haben können, und legt die Modalitäten zur Bestimmung dieser Höchstanzahl fest.

Die Regierung kann die Gewährung der in § 1 genannten Unterstützung von Qualitäts- und Konformitätsanforderungen abhängig machen, die die Anlagen erfüllen müssen.

§ 3. Die in § 1 genannte Produktionsunterstützung wird auf der Grundlage einer von der CWaPE in Absprache mit der Verwaltung bestimmten Methodologie berechnet, und hängt von der Spitzenleistung der Anlage und dem Betreiber des Netzes, an das die Anlage angeschlossen ist, ab. Jede Anlage mit einer Leistung über 3 kW hat Anspruch auf die für eine Anlage von 3 kW berechnete Produktionsunterstützung.

Der Betrag der Unterstützung wird derart bestimmt, dass die Anlage aufgrund der durchschnittlichen Kosten pro installiertes kW<sub>p</sub> einer Musteranlage von 3 kW eine einfache Kapitalrücklaufzeit von acht Jahren aufweist, und auf eine Rendite von 5 % abzielt.

Die Veranschlagung der durch das Projekt erzielten Einnahmen deckt die pauschal bewerteten Einsparungen bei der Stromrechnung und die in Absatz 1 genannte Produktionsunterstützung. Die pauschal bewerteten Einsparungen bei der Stromrechnung entsprechen den Kosten, die dank der Ausgleichsmaßnahme vermieden werden, unter Berücksichtigung ggf. des auf photovoltaische Anlagen angewandten, spezifischen Tarifs für die Benutzung des Netzes und eines jährlichen festen Prozentsatzes zur Berücksichtigung der Entwicklung der Preise, der von Regierung bestimmt wird.

§ 4. Es wird keine Produktionsunterstützung gewährt, wenn feststeht, dass die pauschal bewerteten Einsparungen bei der Stromrechnung während acht Jahren für eine Musteranlage von 3 kW alleine zureichen, um die einfache Kapitalrücklaufzeit zu erreichen, und auf die Rendite abzielen, die in § 3, Abs. 2 genannt werden.

§ 5. Die Regierung bestimmt die Modalitäten und Anwendungsbedingungen eines Verfahrens zur Revision der in § 1 genannten Produktionsunterstützung, um über die Zeit die einfache Kapitalrücklaufzeit zu garantieren und auf die Rendite abzielen, die in § 3, Absatz 2 genannt werden.

Das Verfahren zur Revision der Produktionsunterstützung schreibt die Anwendung eines Berichtigungskoeffizienten durch die Betreiber von Verteilernetzen vor, durch den die Prämie des Jahres N+1 nach oben oder nach unten korrigiert wird, um die Auswirkungen der realen Erhöhung oder Verringerung der Komponenten des Strompreises für das Jahr N zu neutralisieren.

Die Regierung bestimmt die Preiskomponenten, die für die Anwendung dieses Koeffizienten berücksichtigt werden.

§ 6. Die natürlichen Personen, die die in § 1 genannte Produktionsunterstützung erhalten, und als geschützte Kunden anerkannt werden oder ein prekäres Einkommen beziehen, gemäß der von der Regierung gegebenen Definition dieser Begriffe, können zuzüglich zur Produktionsunterstützung nach § 1 eine ergänzende Prämie erhalten, damit ihnen eine höhere, von der Regierung bestimmte Rendite garantiert wird.

§ 7. Auf der Grundlage eines in Absprache mit den Betreibern von Verteilernetzen erstellten Berichtes der CWaPE bewertet die Regierung, spätestens zum 31. Dezember 2015, und spätestens zum 31. Dezember 2017, das durch vorliegenden Artikel organisierte System der Produktionsunterstützung.

Diese Bewertungen werden dem Wallonischen Parlament mitgeteilt.“

**Art. 5 -** Das vorliegende Dekret tritt am 1. März 2014 in Kraft.

Die Regierung kann für das Inkrafttreten jeder seiner Bestimmungen einen früheren Zeitpunkt als in Absatz 1 festlegen.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 23. Januar 2014

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst  
J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen  
A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien  
J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte  
P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit  
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität  
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe  
C. DI ANTONIO

—  
Note

(1) *Sitzungsperiode 2013-2014.*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments, 924 (2013-2014). Nrn 1 bis 4.*

*Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 22. Januar 2014.*

Diskussion.

Abstimmung.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/200679]

**23 JANUARI 2014. — Decreet tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikel 2 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt aangevuld met een punt 14<sup>o</sup>*bis* en een punt 14<sup>o</sup>*ter*, luidend als volgt :

« 14<sup>o</sup>*bis* « productiesteun » : jaarlijks bedrag, uitgedrukt in EUR per kWc, toegekend door de distributienetbeheerder voor de schijf van de installaties van fotovoltaische zonnepanelen met een vermogen van 3 kWc of minder;

14<sup>o</sup>*ter* « rendementspercentage » : nominaal intern rendementspercentage over twintig jaar, waarbij het geheel van de ontvangsten en uitgaven in aanmerking genomen wordt, met inbegrip van de injectietarieven te betalen aan de netbeheerder als toekomstige uitgaven i.v.m. de investering. ».

**Art. 2.** Artikel 34, 4<sup>o</sup>, van hetzelfde decreet, vervangen door artikel 54 van het decreet van 17 juli 2008, wordt aangevuld als volgt :

« e) voor de distributienetbeheerders, de in artikel 37, § 2, van dit decreet bedoelde productiesteun verlenen. ».

**Art. 3.** Artikel 37 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007, wordt aangevuld met een paragraaf 2 en een paragraaf 3, luidend als volgt :

« § 2. In afwijking van paragraaf 1, wat betreft de filières voor elektriciteitsproductie uit hernieuwbare energiebronnen en/of kwaliteitswarmtekrachtkoppeling geproduceerd in het Waalse Gewest, is de Waalse Regering bevoegd om, na advies van de « CWaPE » en vanaf een door haar bepaalde datum, als alternatief op de groene certificaten een productiesteunregeling voor nieuwe installaties in te voeren die al naar gelang van de filières toepasselijk of moduleerbaar is.

§ 3. De filières waarvan de steunregeling bij artikel 37, § 2, georganiseerd wordt, kunnen geen aanspraak maken op de regeling van de groene certificaten die georganiseerd wordt bij artikel 37, § 1, en de bepalingen die er uit voortvloeien. ».

**Art. 4.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 41*bis*, luidend als volgt :

« Art. 41*bis*. § 1. Na advies van de « CWaPE » bepaalt de Regering de voorwaarden, modaliteiten en procedure tot toekenning van de productiesteunregeling aan de installaties voor de productie van elektriciteit d.m.v. fotovoltaische zonnepanelen met een vermogen van 10 kWc of minder op basis van artikel 37, § 2, van dit decreet.

§ 2. De productiesteun bedoeld in paragraaf 1 wordt verleend in de vorm van een premie die gedurende vijf jaar door de distributienetbeheerder gestort wordt aan de elektriciteitsproducent die de steun geniet.

De Regering bepaalt jaarlijks een maximumaantal installaties voor de productie van elektriciteit d.m.v. fotovoltaische zonnepanelen met een vermogen van 10 kWc of minder die de in paragraaf 1 bedoelde productiesteun kunnen genieten, alsook de modaliteiten voor de bepaling van dat maximumaantal.

De Regering kan de toekenning van de in paragraaf 1 bedoelde steun onderwerpen aan kwaliteits- en conformiteitsvoorwaarden waaraan de installaties moeten voldoen.

§ 3. De productiesteun bedoeld in paragraaf 1 wordt aan de hand van een door de « CWaPE » in overleg met de Administratie bepaalde methode berekend naar gelang van het piekvermogen van de installatie en naar gelang van de netbeheerder waarop die installatie aangesloten is. Elke installatie met een vermogen van meer dan 3 kW geniet de productiesteun berekend voor een installatie van 3 kW.

Het steunbedrag wordt bepaald zodat de installatie een gewone terugverdientijd inzake investeringen van acht jaar krijgt op basis van de gemiddelde prijs per geïnstalleerde kWc van een type-installatie van 3 kW en naar een rendementspercentage van 5 % streeft.

De schatting van de door het project gegenereerde ontvangsten dekt de forfaitair geraamde besparing op de elektriciteitsfactuur, verhoogd met de productiesteun bedoeld in het eerste lid. De forfaitair geraamde besparing op de elektriciteitsfactuur stemt overeen met de kosten die dankzij de compensatie voorkomen worden, rekening houdend, in voorkomend geval, met het specifieke tarief voor het gebruik van het net dat op de fotovoltaische installaties toegepast wordt en met een door de Regering bepaald vast percentage per jaar waarmee de evolutie van de prijzen in overweging genomen kan worden.

§ 4. Er wordt geen steunproductie toegekend als er vastgesteld wordt dat de gedurende acht jaar voor een type-installatie van 3 kW geraamde forfaitaire besparing op de elektriciteitsfactuur op zich volstaat om de in paragraaf 3, tweede lid, bedoelde gewone terugverdientijd te halen en te streven naar het rendementspercentage bedoeld in dezelfde paragraaf.

§ 5. De Regering bepaalt de modaliteiten en voorwaarden tot toepassing van een mechanisme tot herziening van de steunproductie bedoeld in paragraaf 1 om op termijn de in paragraaf 3, tweede lid, bedoelde gewone terugverdientijd inzake investeringen te garanderen en te streven naar het rendementspercentage bedoeld in paragraaf 3, tweede lid.

Het mechanisme tot herziening van de steunproductie voorziet in de toepassing door de distributienetbeheerders van een correctiecoëfficiënt die de premie van het jaar N+1 naar boven of beneden bijstuurt, zodat de gevolgen van de reële verhoging of vermindering van de componenten van de elektriciteitsprijs van het jaar N geneutraliseerd worden.

De Regering bepaalt de prijscomponenten die voor de toepassing van die coëfficiënt in overweging genomen worden.

§ 6. De natuurlijke personen die de in paragraaf 1 bedoelde productiesteun genieten en erkend worden als beschermde afnemers of beschikken over precare inkomens zoals bepaald door de Regering, kunnen bovenop de in paragraaf 1 bedoelde productiesteun een aanvullende premie ontvangen zodat hen een door de Regering bepaald hoger rendementspercentage gegarandeerd wordt.

§ 7. De Regering evalueert uiterlijk 31 december 2015 en uiterlijk 31 december 2017 de krachtens dit artikel georganiseerde productiesteunregeling op basis van een rapport van de « CWaPE » dat in overleg met de distributienetbeheerders is opgemaakt.

Die evaluaties worden meegedeeld aan het Waals Parlement. ».

**Art. 5.** Dit decreet treedt in werking op 1 maart 2014.

De Regering kan voor elk van zijn voorschriften een inwerkingtredingsdatum bepalen die voorafgaat aan die bedoeld in het eerste lid.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

—  
Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

*Stukken van het Waals Parlement* : 924 (2013-2014). Nrs. 1 tot 4.

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 22 januari 2014.

Bespreking.

Stemming.

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2014/27016]

**9 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon instituant une marque officielle de contrôle pour le lait**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 2013 prévoyant des dispositions diverses en matière d'agriculture, d'horticulture et d'aquaculture, les articles 3, alinéa 1<sup>er</sup>, et 31, § 2, alinéa 3, et § 4, alinéa 2;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale, en date du 17 juillet 2013, dont le rapport a été approuvé par la Conférence interministérielle Agriculture le 1<sup>er</sup> août 2013;

Vu l'avis n53.990/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 septembre 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1. la fabrication de lait AA : l'ensemble des opérations visant à offrir à la vente du lait de consommation sur l'emballage duquel la marque officielle de contrôle AA est apposée;

2. l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément des organismes interprofessionnels;

3. le Service : la Direction de la Qualité, de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, du Service public de Wallonie;

4. le Comité du Lait : l'ASBL Comité du Lait, route de Herve 104, à 4651 Battice, agréée par l'arrêté ministériel du 25 octobre 2010 portant agrément d'un organisme interprofessionnel pour le contrôle de la composition du lait et portant approbation du document normatif relatif au contrôle de la composition du lait de vache livré par les producteurs aux acheteurs agréés.

**Art. 2.** Une marque officielle de contrôle AA dont le modèle est fixé à l'annexe 1<sup>re</sup> est instaurée. Elle est destinée à être apposée exclusivement sur les emballages scellés destinés au consommateur et contenant du lait satisfaisant aux exigences de l'article 3.

La marque officielle de contrôle AA est apposée de manière à exclure toute réutilisation de la marque après l'ouverture de l'emballage.

Il est interdit de mentionner le mot "AA" seul ou composé avec un autre mot sur un emballage de lait sans que le modèle de la marque officielle de contrôle AA soit apposé sur cet emballage avec une taille minimale de 15 mm de diamètre pour le cercle.